

Déclaration liminaire F.O.-DGFIP au CTL du 7 mars 2013.

Monsieur le Président,

Ce Comité Technique local aborde aujourd'hui un point très sensible pour le département :

Les années se suivent et, malheureusement, se ressemblent sur les annonces budgétaires. Aussi, cette déclaration pourrait être celle de l'année dernière... Nous avons cependant résisté à la solution de facilité car, si d'une année à l'autre les annonces de réduction sont du même tonneau, le déficit cumulé, lui, se fait et se fera de plus en plus sentir douloureusement dans les services et nous le dénonçons haut et fort !

Après l'annonce, en début d'année, de nouvelles suppressions d'emplois pour 2013, le maître mot de ce comité technique sera à nouveau "réduction" :

- réduction des crédits de personnel,
- réduction des crédits de fonctionnement.

En parallèle, les représentants **F.O.-DGFIP 76** dénoncent fermement toutes ces baisses quand les agents subissent déjà au quotidien :

- l'augmentation de leur charge de travail,
- l'augmentation du stress,
- une pression hiérarchique accrue,
- l'augmentation du mal-être,

et aucune reconnaissance en retour : gel des salaires depuis 2010, non revalorisation des frais de déplacement .

Comment, ne pas également évoquer l'inquiétude supplémentaire pour un certain nombre de collègues de voir que les CAP Nationales de promotion à la liste d'aptitude B en A et C en B sont « reportées à date ultérieure », sans parler des attentes pour les tableaux d'avancement à venir !... Le Plan de Qualification Ministériel, qui devait être signé en fin d'année dernière, serait-il toujours dans les cartons ?..

Notre Ministre souffrirait-il aussi de la pénurie budgétaire... plus d'encre dans le stylo ! ?

Notre Directeur Général ne s'est-il pas fait entendre auprès du Ministre ? aurait t'il perdu sa voix ?

Il est clair que cette nouvelle situation n'est pas faite pour redonner le moral aux agents du Ministère et à nos collègues de la DGFIP !

Les personnels subissent donc une perte continue du pouvoir d'achat dans un contexte social déjà très lourd !... même si la Ministre de la Fonction Publique est revenue sur le jour de carence et le déplafonnement du 8^{ème} échelon pour les cadres C, en réalité, la motivation de Mme Lebranchu est ailleurs : elle a pour but de contrebalancer les non revalorisations salariales des fonctionnaires pour cette année, voire plus...

la pire des raisons !

Aussi, aujourd'hui, l'exercice que vous nous proposez est de participer à une discussion où tout est "cadre" par des décisions strictement politiques. Une fois de plus, vous nous demandez d'entériner par vote une nouvelle pénurie !

Les agents du département se retrouvent obligés de toujours faire « plus » avec « moins d'effectifs et moins de moyens » !

Vous avez établi une programmation budgétaire 2013 sur la base d'une diminution globale forfaitaire de 9% sur l'ensemble des postes ... sans compter la réserve qui, elle, est de 5%. En fait, la baisse de votre budget est de 14% !

Cette austérité budgétaire, n'ayons pas peur des mots, porte une nouvelle atteinte au devenir des missions de service public dans notre département ! !

Les élus **F.O.-DGFIP 76** ont déjà souligné ces dernières années la gestion rigoureuse du budget départemental. La réduction des crédits étant mathématique, vous en êtes, en temps que gestionnaire, les victimes....

La DRFiP 76 n'était-elle pas, fin 2012, en cessation de paiement au vu des documents que vous nous avez fournis ?

D'ailleurs, vous nous présentez un document qui laisse croire qu'il y a encore des marges de manoeuvre (télécommunication, consommables informatiques, affranchissement....) Mais, en étudiant le document prévisionnel de gestion, nous constatons qu'il reste, en tout et pour tout, une marge de 600.000 € pour faire face aux « imprévus », dépenses nouvelles...

Ce budget d'austérité marquera encore cette année un exercice de cavalerie budgétaire pure et simple !

Comment les personnels vont-ils subir au quotidien le manque de moyens pour travailler dans des conditions acceptables et accomplir leurs missions de service public ?

Soyons réalistes, les économies demandées par la Centrale sont impossibles.....

**S'il n'y a pas de moyens humains et matériels,
il n'y aura aucune solution au mal-être des personnels ! !**

F.O.-DGFIP ne peut cautionner ces choix et condamne fermement l'industrialisation de nos missions qui n'a pour objectif véritable que de réduire le nombre des personnels et de détériorer les conditions de vie au travail ! !

Monsieur le Président, **F.O.-DGFIP 76 ne prendra pas part au vote** sur la présentation de ce budget 2013.

En effet, depuis plusieurs années, vous mettez au vote le budget initial alors que vous présentez pour information le budget modificatif.

Nous réitérons notre positionnement : soit les deux sont votés, soit ils ne le sont pas ! !